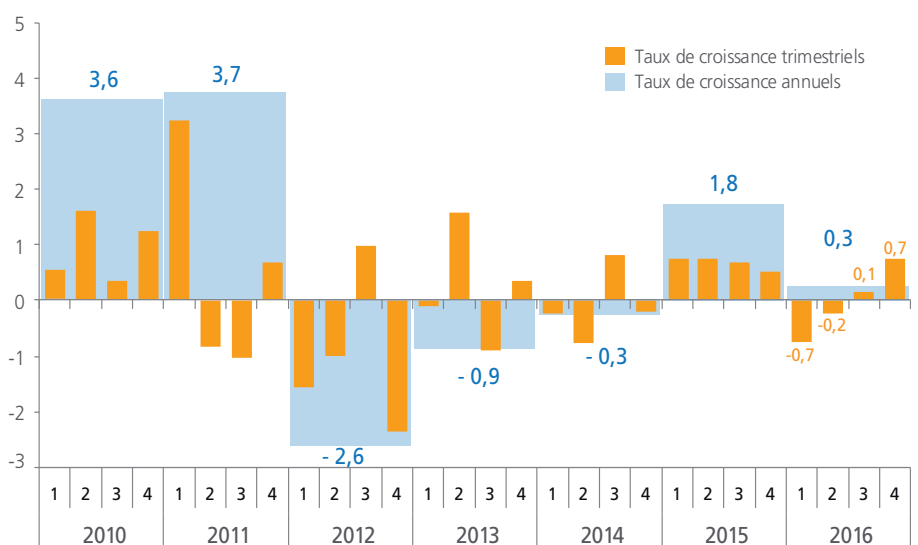


L'industrie manufacturière française en 2016 : marges au plus haut mais dégradation des échanges extérieurs

La production manufacturière française a légèrement augmenté en 2016 (+ 0,3 %), principalement tirée par l'industrie automobile, la construction aéronautique et spatiale et l'industrie chimique. Le déficit commercial manufacturier s'est creusé de 7,3 Md€. Cette dégradation s'explique principalement par la réduction de 4,9 Md€ de l'excédent en produits aéronautiques et spatiaux. L'emploi salarié direct dans l'industrie manufacturière a modérément reculé en 2016 (- 25 400 emplois, contre - 59 000 en moyenne annuelle depuis 2000), tandis que l'intérim a poursuivi sa forte progression. Le coût horaire du travail continue de croître moins rapidement qu'en Allemagne. Sa hausse a été plus que compensée par les gains de productivité horaire, qui ont fait baisser les coûts salariaux unitaires (- 0,4 %). Le taux de marge dans l'industrie manufacturière est à son plus haut niveau depuis 2002.

Graphique 1 : Évolution de la production manufacturière

Volume, en %, CVS-CJO



Source : Insee, Indice de la production industrielle.

La production manufacturière française a ralenti en 2016 : + 0,3 %, après + 1,8 % en 2015 (graphique 1). Elle a néanmoins augmenté pour la deuxième année consécutive, une telle situation n'ayant été enregistrée que deux autres fois depuis 2001, avec le haut de cycle de 2006-2007 précédant la crise financière et le rebond de 2010-2011. Une progression de la production industrielle deux années de suite est un phénomène assez rare compte tenu de sa baisse structurelle (- 14 % depuis 2000). En rythme infra-annuel, la production a reculé lors des deux premiers trimestres (- 0,7 %, puis - 0,2 %), avant de se stabiliser au troisième puis de rebondir au dernier trimestre (+ 0,7 %).

La production manufacturière française a progressé beaucoup moins rapidement que dans l'Union européenne (+ 1,7 % en 2016) ou dans l'ensemble de la zone euro (+ 1,6 %). La production a ainsi accéléré en Allemagne (+ 1,3 %) et en Italie (+ 2,1 %), a continué de croître à un rythme soutenu en Espagne (+ 2,7 %) et a rebondi au Royaume-Uni (+ 0,7 %). La production manufacturière française n'a pas retrouvé son niveau du premier

trimestre 2011, qui ponctuaient la phase de rebond après la crise de 2008-2009, contrairement à l'Allemagne et à l'ensemble de l'Union européenne et de la zone euro.

L'activité manufacturière a été tirée par l'industrie automobile, la construction aéronautique et spatiale et l'industrie chimique

L'industrie automobile est la branche dont la production a le plus augmenté en 2016 (+ 4,6 % - tableau 1). Bénéficiant de la reprise de la demande européenne, cette branche progresse à un rythme soutenu depuis le point bas atteint au premier trimestre 2013 (+ 28 % depuis cette période), après avoir fortement décroché à partir de 2005 (- 47 %). La production a rebondi dans les matériels de transport autres que l'automobile (+ 3,5 %, après - 1,8 % en 2015) grâce au dynamisme de la construction aéronautique et spatiale (+ 3,7 %, après - 2,7 %). Point fort de l'industrie française, cette branche est celle qui a le plus progressé depuis 2010 (+ 23 %), devant l'industrie

chimique (+ 17 %) dont la production a également été en hausse soutenue en 2016 (+ 2,4 %). Certaines branches en grande difficulté depuis 2000 ont limité les pertes voire progressé en 2016, comme la fabrication d'équipements électriques (+ 0,7 %), qui a mis fin à quatre années consécutives de baisse, ou la branche « bois, papier et imprimerie » (- 0,4 %), qui a enregistré la plus faible contraction de sa production depuis 2004.

La production a reculé dans l'industrie pharmaceutique et la cokéfaction-raffinage

La branche ayant le plus fortement reculé en 2016 est l'industrie pharmaceutique (- 2,8 %), qui avait été la branche la plus dynamique en 2015 (+ 17,0 %) après neuf années de stagnation. La production a également sensiblement diminué dans la cokéfaction-raffinage (- 2,5 %), qui avait rebondi en 2015 dans un contexte favorable de baisse du prix du pétrole brut et d'augmentation de la demande de carburants routiers. En décrochage depuis 2008 (- 33 %), cette branche souffre de difficultés structurelles liées à des surcapacités de production et a été fortement affectée par des mouvements sociaux au deuxième trimestre (baisse de la production de 11 %).

Le solde manufacturier s'est fortement dégradé ...

Le solde manufacturier français (hors matières premières énergétiques mais y compris cokéfaction-raffinage) s'est dégradé de 7,3 Md€ en 2016 sous l'effet d'une progression des importations (+ 1,5 %) et d'une stagnation des exportations (- 0,1 %). Ce recul constitue un coup d'arrêt après l'amélioration du solde de 9,8 Md€ enregistrée lors des quatre années précédentes, dont + 2,1 Md€ en 2015 (graphique 2). Établi à - 44,3 Md€, le déficit manufacturier s'approche du point bas enregistré en 2011 (- 46,8 Md€).

... principalement par la réduction de l'excédent de la construction aéronautique et spatiale ...

La dégradation du déficit manufacturier s'explique principalement par la réduction de 4,9 Md€ de l'excédent en produits aéronautiques et spatiaux, qui résulte d'une forte poussée des importations (+ 11,6 %) et d'un recul des exportations (- 1,4 %). Principal excédent de l'industrie française (17,5 Md€), la construction aéronautique et spatiale demeure le premier poste à l'exportation (graphique 3). Le déficit commercial de l'industrie automobile (- 9,7 Md€) s'est aussi alourdi de 3,2 Md€ sous l'effet d'une croissance plus rapide des importations (+ 10,3 %) que des exportations (+ 4,4 %). Le recul du solde manufacturier reflète également le rebond de l'investissement, qui soutient la croissance des importations de machines et équipements. La contribution de ces dernières à la croissance des importations manufacturières atteint 1,5 Md€, soit la troisième plus importante contribution derrière l'automobile et l'aéronautique et spatial. La dégradation est aussi imputable à une hausse des achats à l'étranger de produits agroalimentaires (+ 2,4 %), dont le solde reste fortement excédentaire (+ 5,6 Md€) grâce aux boissons (+ 11,4 Md€).

... malgré la contraction du déficit en produits pétroliers raffinés

Le déficit en produits pétroliers raffinés s'est contracté pour la quatrième année consécutive (amélioration de 2,3 Md€) du fait de la poursuite de la baisse du prix du pétrole, qui a affecté aussi

Graphique 2 : Exportations, importations et solde manufacturier

Exportations FAB, importations CAF et solde en valeur, milliards d'euros

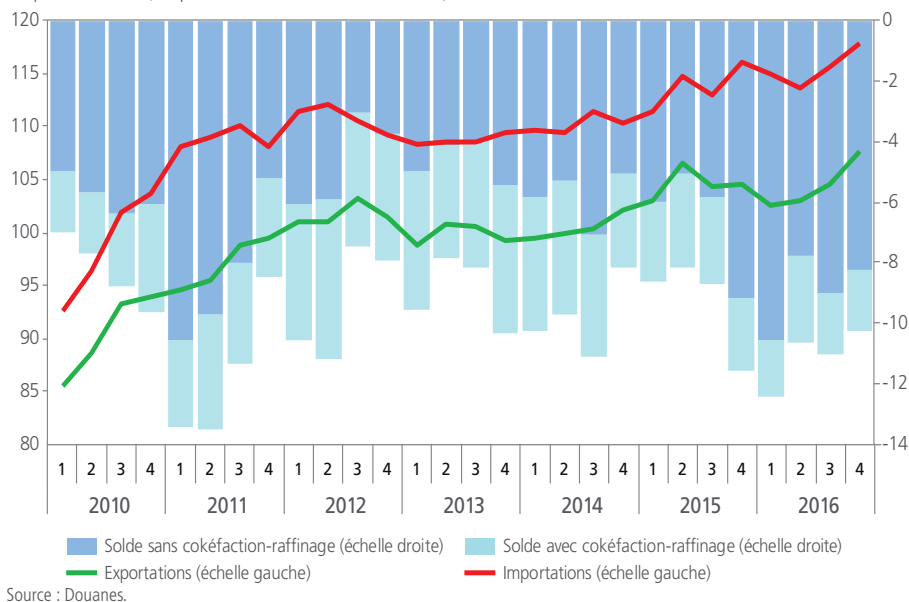


Tableau 1 : Évolution de la production par branche

	Volume, en %, CVS-CJO	
	2016	2010-2016
Industrie manufacturière	0,3	1,9
Industrie automobile	4,6	2,5
Autres matériels de transport (aéronautique, ferroviaire, naval, etc.)	3,5	22,5
Industrie chimique	2,4	17,3
Plastique, caoutchouc et autres produits minéraux non métalliques	2,2	-2,3
Équipements électriques	0,7	-10,9
Métallurgie et produits métalliques	0,0	-4,5
Machines et équipements	-0,1	3,1
Bois, papier et imprimerie	-0,4	-14,4
Produits informatiques, électroniques et optiques	-0,6	3,4
Réparation, installation et produits manufacturés divers	-0,9	1,0
Industries agroalimentaires	-1,2	0,7
Textile, habillement, cuir et chaussures	-1,3	-7,1
Cokéfaction-raffinage	-2,5	-15,2
Industrie pharmaceutique	-2,8	11,6

Source : Insee, Indice de la production industrielle.

bien les importations (- 19,7 %) que les exportations (- 18,3 %). Le solde manufacturier hors cokéfaction-raffinage atteint par conséquent son plus bas niveau historique, à - 35,7 Md€. Désormais à l'équilibre, le solde commercial des matériels de transport autres que l'automobile et l'aéronautique s'est amélioré notamment grâce à la livraison du paquebot *Harmony of the Seas* aux États-Unis. L'excédent en produits pharmaceutiques a légèrement progressé (hausse de 0,5 Md€), tandis que la forte augmentation des ventes de produits en cuir, de bagages et de chaussures (+ 7,8 %) a permis le recul du déficit de la branche « textile, habillement, cuir et chaussures ». Le solde a stagné dans l'industrie chimique, qui constitue le deuxième excédent français (+ 11,1 Md€), essentiellement grâce aux parfums, cosmétiques et produits d'entretien (+ 9,4 Md€).

Le solde commercial s'est amélioré avec l'Europe mais s'est dégradé avec les autres continents

Malgré la progression soutenue des exportations vers la Pologne, l'Italie et l'Espagne en 2016, l'industrie manufacturière française demeure en déficit structurel avec l'Union européenne (- 26,4 Md€), et notamment l'Allemagne (- 14,0 Md€). Les échanges avec le Royaume-Uni, principal excédent bilatéral français (+ 11,9 Md€), se sont contractés dans le contexte du *Brexit*. L'amélioration du

solde vis-à-vis de la Russie et de la Suisse a permis la réduction du déficit enregistré avec l'ensemble du continent européen (amélioration de 1,6 Md€ en 2016). La dégradation du solde avec les Amériques (en baisse de 1,5 Md€) est imputable à la chute des exportations vers le Brésil (- 10,1 %), dont la demande intérieure aurait de nouveau reculé en 2016 selon l'OCDE (- 4,8 %, après - 5,4 % en 2015), et à l'augmentation des importations en provenance des États-Unis (+ 2,4 %). Un fort recul des exportations a conduit au recul du solde avec le Proche et Moyen-Orient (en baisse de 1,0 Md€) et l'Afrique (en baisse de 2,7 Md€), zones structurellement excédentaires pour la balance commerciale française. La valeur des exportations vers la Corée du Sud, la Chine et le Japon a également diminué, contribuant à la légère dégradation du déficit avec la zone Asie et Océanie (- 0,8 Md€).

Le contexte de cours du pétrole et de l'euro à bas niveaux perdure ...

Le prix du pétrole a atteint un point bas à 31 dollars par baril en janvier 2016, avant de se stabiliser autour de 45 dollars puis de remonter à 54 dollars en fin d'année. Il reste inférieur de plus de moitié à son niveau moyen des années 2011 à 2014.

Le taux de change de l'euro par rapport au dollar est resté stable par rapport à 2015 (- 0,1 %), fluctuant entre 1,09 dollar et 1,11 dollar pendant la plus grande partie de l'année. Il reste inférieur d'environ 20 % à son niveau de début 2014. L'euro a reculé de 10 % par rapport au yen mais s'est néanmoins apprécié par rapport à la livre sterling (+ 13 %) et d'autres monnaies (yuan, won coréen, réal brésilien), conduisant à une légère appréciation par rapport à 2015 du taux de change effectif nominal de la France¹ (+ 1,6 %, contre + 2,0 % en Allemagne).

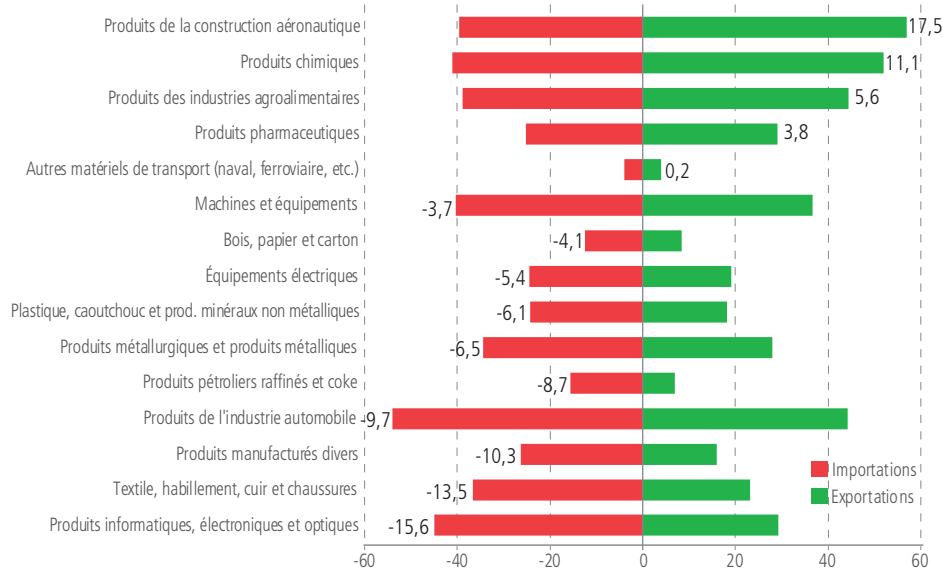
... favorisant les marges des entreprises exportatrices hors zone euro

Les prix de production des entreprises manufacturières ont diminué au premier trimestre 2016 avant de rebondir au deuxième trimestre puis en fin d'année, reflétant les fluctuations du prix du pétrole. En moyenne annuelle, les prix de production à destination du marché français ont diminué plus fortement (- 2,0 %) que les prix pour les marchés extérieurs en zone euro (- 1,7 %) et ceux destinés aux marchés hors zone euro (- 1,6 %). Ces derniers avaient fortement divergé en 2014 et en 2015, les exportateurs hors zone euro ayant profité de la dépréciation de l'euro pour augmenter leurs prix en euros et ainsi reconstituer leurs marges. Inversement, les entreprises avaient consenti d'importants efforts de marge dans les années 2000, période pendant laquelle l'euro s'était fortement apprécié.

Si la dépréciation de l'euro par rapport au dollar a pu se traduire par une amélioration des marges des entreprises exportatrices hors zone euro et par l'augmentation des prix d'importation de certains biens manufacturés (produits textiles et d'habillement, produits en bois-papier, produits chimiques, machines et équipements), elle semble avoir eu un effet limité dans le temps sur les volumes échangés. En hausse de 5,7 % en 2015, les volumes d'exportations françaises hors zone euro de biens manufacturés ont reculé de 0,4 % en 2016. Ces exportations ont évolué moins favorablement que les exportations vers la zone euro, qui augmentent pour la deuxième année consécutive (+ 3,1 %, après + 3,7 % en 2015).

Graphique 3 : Échanges de produits manufacturés en 2016

Exportations FAB, importations CAF et solde en valeur, milliards d'euros



Note de lecture : en 2016, le solde extérieur de l'industrie agroalimentaire a été excédentaire de 5,6 Md€. Les exportations de l'industrie agroalimentaire se sont élevées à 44,4 Md€, les importations à 38,8 Md€.
Source : Douanes.

Tableau 2 : Coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière (en euros)

	Zone euro	Allemagne	Espagne	France	Italie
2010	28,6	33,2	21,6	33,4	25,3
2011	29,5	34,4	21,9	34,7	26,0
2012	30,2	35,0	22,4	35,7	26,8
2013	30,8	36,1	22,7	36,0	27,3
2014	31,4	37,1	22,8	36,5	27,4
2015	31,9	38,0	22,7	37,0	27,5
2016	32,4	39,0	22,8	37,6	27,2

Source : Eurostat, enquête ECMO et ICT.

L'emploi salarié direct ne s'est que légèrement contracté

Le nombre d'emplois salariés directs (c'est-à-dire hors intérim) dans l'industrie manufacturière a reculé de 0,9 % en 2016, soit - 25 400 emplois (graphique 3), après - 1,3 % en 2015. En baisse structurelle (- 59 000 emplois par an en moyenne depuis 2000), l'emploi manufacturier évolue moins favorablement que la production manufacturière sous l'effet de gains de productivité plus élevés que dans le reste de l'économie. Il diminue toutefois plus lentement depuis 2011 (- 1,1 % par an en moyenne, contre - 2,2 % entre 2001 et 2008 et - 4,2 % en 2009-2010). Cette amélioration s'est observée sur l'ensemble de l'année 2016 et s'est renforcée lors du deuxième semestre.

Par secteur d'activité, en 2016, l'emploi salarié direct a continué de progresser dans l'industrie pharmaceutique (+ 1,4 %, après + 1,2 % en 2015), les matériels de transport autres que l'automobile (+ 1,2 %, après + 0,8 %), où les effectifs ont augmenté pour la sixième année consécutive. Le nombre de salariés a accéléré dans les industries agroalimentaires (+ 0,7 %, après + 0,0 %). Il a très légèrement rebondi, pour la première fois depuis 27 ans, dans le secteur « textile-habillement-cuir et chaussures » (+ 0,2 %), où il avait reculé de 59 % depuis 2000. Le nombre d'emplois salariés directs a diminué dans les autres secteurs manufacturiers, notamment la fabrication d'équipements électriques (- 3,2 %) et l'industrie automobile (- 2,8 %, après - 3,4 % en 2015) malgré l'augmentation de la production.

¹ Le taux de change effectif nominal tient compte des fluctuations de l'euro par rapport à l'ensemble des monnaies étrangères et de l'intensité des échanges avec l'ensemble des partenaires commerciaux. Il diffère selon les pays de la zone euro.

L'intérim a encore fortement progressé

Le recul de l'emploi direct dans l'industrie est partiellement compensé par le recours accru à l'intérim (+ 7,5 % en 2016, après + 6,2 % en 2015), en hausse marquée depuis le dernier trimestre 2012. Il représente une opportunité d'embauche flexible pour les entreprises jugeant leur niveau d'activité incertain. Au dernier trimestre 2016, la part de l'intérim dans l'emploi manufacturier total a ainsi atteint son plus haut niveau historique (8,8 %). L'emploi intérimaire progresse à un rythme très soutenu dans les matériels de transport (+ 18,8 % en 2016) et le « textile-habillement-cuir et chaussures » (+ 15,0 %).

Le coût horaire du travail continue de progresser à un rythme moins soutenu qu'en Allemagne

Le coût horaire de la main-d'œuvre (salaires bruts et cotisations patronales) dans l'industrie manufacturière s'est établi à 37,6 €/h en 2016 (tableau 2). Il a progressé de 0,6 €/h en un an, soit environ au même rythme que celui observé depuis 2013, contre + 0,9 €/h par an entre 2000 et 2012. Ce ralentissement de la hausse du coût du travail s'inscrit dans un contexte de faible inflation des prix à la consommation et de mise en place de mesures visant à réduire le coût du travail.

Le coût horaire du travail dans l'industrie manufacturière reste inférieur au coût horaire allemand (39,0 €/h), qui accélère depuis 2013 (+ 1,0 €/h par an), mais demeure sensiblement supérieur à ceux observés en Espagne et en Italie.

Les coûts salariaux unitaires ont diminué modérément

Les effets de l'augmentation du coût du travail dans l'industrie manufacturière ont été plus que compensés par les gains de productivité horaire, qui ont atteint + 1,9 % en 2016, après + 3,8 % en 2015. Les coûts salariaux unitaires (ratio du coût horaire et de la productivité) dans l'industrie manufacturière française ont ainsi diminué de 0,4 % en 2016, après - 2,2 % en 2015. Ils ont reculé de 3,7 % depuis 2012 sous l'effet de gains de productivité horaire relativement élevés et d'une maîtrise du coût horaire, alors qu'ils ont diminué de 1,9 % dans l'ensemble de la zone euro et ont augmenté de 5,4 % en Allemagne.

En France, la productivité horaire ralentit dans l'industrie manufacturière depuis 2012 (+ 2,0 % par an en moyenne entre 2011 et 2016, contre + 3,4 % entre 2000 et 2011), mais progresse au même rythme que dans l'ensemble de la zone euro et plus rapidement qu'en Allemagne (+ 0,7 % par an en moyenne entre 2011 et 2016).

Le taux de marge dans l'industrie manufacturière est à son plus haut niveau depuis 2002

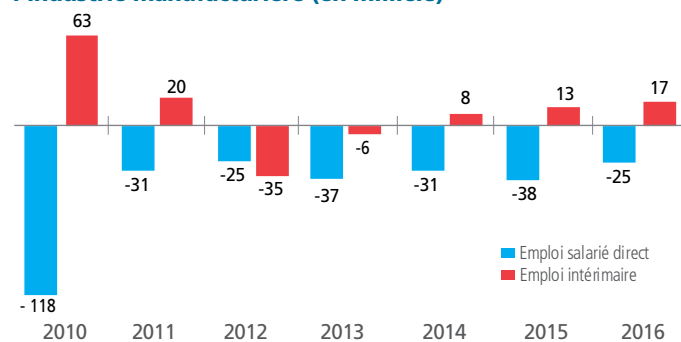
Le taux de marge dans l'industrie manufacturière a progressé pour la quatrième année consécutive mais a ralenti par rapport à 2015 (+ 0,3 point, après + 2,1 points). Atteignant 35,3 % sur l'ensemble de l'année 2016, il se situe désormais à son plus haut niveau depuis 2002.

Tableau 3 : Contribution à l'évolution du taux de marge dans l'industrie manufacturière (en points de pourcentage)

	2013/2012	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2012
Variation du taux de marge	0,5	0,1	2,1	0,3	3,0
Contribution à la variation du taux de marge :					
Gains de productivité	0,7	0,7	2,4	0,8	4,5
Salaires réels par tête	-0,2	-0,2	-1,1	-0,8	-2,2
Taux de cotisation employeur	-0,2	-0,3	0,2	0,1	-0,3
Termes de l'échange intérieurs (rapport du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation)	0,3	-0,7	-0,1	0,0	-0,5
Subventions d'exploitation (dont CICE)	0,0	0,7	0,5	0,1	1,2
Impôt sur la production	-0,1	-0,1	0,2	0,1	0,2

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels.

Graphique 4 : Évolution annuelle de l'emploi* salarié dans l'industrie manufacturière (en milliers)



* en nombre de personnes.

Sources : Insee (emploi salarié direct) et Dares (emploi intérimaire).

En 2016, la progression du taux de marge a été permise par le maintien des termes de l'échange intérieurs (tableau 3), qui rapportent le prix de la valeur ajoutée de l'industrie au prix de la consommation et évoluent en fonction du contexte international et des efforts de marge consentis par les entreprises. Ces termes de l'échange intérieurs avaient contribué à hauteur de - 1,6 point par an à la baisse du taux de marge entre 2001 et 2008 dans un contexte d'appréciation de l'euro par rapport au dollar, d'augmentation du prix du pétrole et d'accroissement de la concurrence internationale. Cette contribution atteint en moyenne seulement - 0,1 point par an depuis 2012 sous l'effet de l'amélioration de la conjoncture internationale (dépréciation de l'euro, baisse du prix du pétrole) et de la moindre progression de l'intensité concurrentielle, qui ont contribué à l'interruption de la chute du prix de la valeur ajoutée.

Le ralentissement du taux de marge par rapport à 2015 reflète celui des gains de productivité, dont la contribution à l'évolution des marges (+ 0,8 point, après + 2,4 points en 2015) a été compensée par celle du salaire réel par tête (- 0,8 point, après - 1,1 point en 2015). Les subventions d'exploitation² ont concouru à l'augmentation des marges à hauteur de + 0,1 point, après les contributions de + 0,7 point en 2014 et + 0,5 point en 2015.

² Les subventions d'exploitation intègrent le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Le CICE dû au titre d'une année donnée est enregistré l'année suivante par la comptabilité nationale, soit l'année où l'entreprise bénéficiaire fait valoir sa créance sur l'État.

Alexandre AUBOURG, DGE

Pour en savoir plus :

Consultez la rubrique « Études et statistiques » du site www.entreprises.gouv.fr

Directeur de la publication : Pascal Faure

Rédacteur en chef : François Magnien

Secrétariat de rédaction : Martine Automme, Nicole Merle-Lamoot

Composition : Hélène Allias-Denis, Brigitte Baroin

ISSN : 2269-3092

Dépôt légal : 2017

DGE - 67, rue Barbès, 94200 Ivry-sur-Seine

DGE
DIRECTION GÉNÉRALE
DES ENTREPRISES